



© Asma Mehnana

**PARCOURSUP :
DIRECTION SÉLECTION**

Pourquoi les lycéens ne
descendent-ils pas dans la rue ?

PAGE 3



© Asma Mehnana

FAUTEUILS CONTRE FAUTEUILS

Rencontre avec les joueurs de
Drop de Béton, club de
rugby fauteuil de Mérignac.

PAGES 12-13

IMPRIMATUR

701
janvier 2018

JOURNAL DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAINE **GRATUIT**



 **DOSSIER SPÉCIAL**

PAGES 5-10

Les Tunisiens voient rouge

© Léo Marron

L'avenir chahuté des Républicains en Gironde

ÉDITORIAL
UNE SECONDE
JEUNESSE

Beaucoup de jeunes ont jeté l'éponge, bien sûr. Qui sont-ils ? Des lycéens désabusés face à un système d'orientation toujours plus inégalitaire. Des Tunisiens qui, comme Slimane, ont préféré s'expatrier plutôt qu'affronter une crise démocratique inédite. En France, de plus en plus de jeunes se coupent de la politique par rejet du fameux « système ».

Il faut se rendre à l'évidence : la jeunesse n'est plus la figure de proue des grandes contestations. Pourtant, même si sa mobilisation n'est plus visible, son esprit critique, lui, vit encore. À travers les réseaux sociaux, le collectif s'est transformé en une somme d'individualités rompues à ces nouvelles formes de revendications.

On les retrouve dans ces pages ; ce sont des jeunes engagés, en Tunisie comme en France. Que ce soit pour aider les réfugiés, créer son entreprise ou renouveler un système politique vieillissant. Nos reporters se sont attachés à restituer les premiers germes des contestations actuelles. Assistez à leurs éclousions !

Manon Pélissier
& Bastien Munch
@manon_plsr
@bast_mch

Imprimatur remercie
les étudiants de l'école de
journalisme de Tunis (IPSI)
pour leur contribution
au cahier spécial Tunisie

Après la mise en retrait d'Alain Juppé et plusieurs débâcles électorales, les Républicains se cherchent un avenir. Certains élus et militants partent, les autres pensent à une reconstruction.

Cinq. C'est le nombre d'élus dans le département qui ont pris récemment leurs distances avec les Républicains. Alain Juppé, la semaine dernière, et quatre de ses adjoints à la mairie de Bordeaux il y a un mois. Pour Thomas Dovichi, chargé de mission à la section locale du parti, la ligne politique de Laurent Wauquiez est en cause. Depuis son élection en décembre dernier, « il n'y a pas de preuves d'une volonté de faire coexister plusieurs sensibilités au sein du mouvement. » Gaëtan Inard, président de l'association Les Républicains de l'IEP de Bordeaux n'est pas d'accord. « Laurent Wauquiez a donné des signes d'ouverture. Il a désigné Virginie Calmels en tant que vice-présidente du parti. Elle est un peu considérée comme la dauphine d'Alain Juppé. » Gaëtan Inard n'est pas tendre avec le maire de Bordeaux qui fait, selon lui, preuve d'un manque de courage politique. Baudouin Fournier, responsable des Jeunes Républicains en Gironde, considère davantage son départ et celui des autres responsables politiques comme un choix personnel.

Pour lui, « Laurent Wauquiez n'a jamais dit : 'Ma ligne majoritaire c'est ça, et le reste, je m'en fous'. Il est pour le débat interne. » Pas de débat en revanche concernant un accord des Républicains avec le Front National. Baudouin Fournier et Gaëtan Inard assurent qu'il n'aura pas lieu. Thomas Dovichi est moins catégorique : « Il n'y a pas de volonté de l'équipe

dirigeante de dire clairement : pas d'accord avec le FN, puisqu'elle reprend leurs thèmes ».

L'UNION, AVANT TOUT

Après deux ans sur le terrain pour mener la campagne des primaires et celle de l'élection présidentielle, les « militants sont fatigués. On s'est pris des claques : défaites aux législatives de 2012, aux cantonales et aux régionales en 2015 et surtout à l'élection présidentielle de 2017. Il faut maintenant se poser et se réunir autour d'un programme commun », propose-t-il. Gaëtan Inard approuve : « Si nous ne sommes pas capables de se rassembler sur les grands sujets, ça veut dire qu'on ne pourra pas avoir un parti à même de remporter les élections et de gouverner ». Baudouin Fournier conclue : « On a bien compris que les Français ne veulent plus de vieux élus ; il faut qu'on arrête de recycler les mêmes en permanence. On a trois ans devant nous pour refonder une famille politique autour de valeurs saines et proposer une alternative aux Français à Mélenchon et au FN. »

SE RENOUVELER LOCALEMENT

Depuis 2012 et la guerre Copé/Fillon, les Républicains perdent des adhérents sans discontinuité. Gaëtan Inard remarque que les départs des anciens étudiants dans l'association n'ont pas forcément été remplacés. Les adhésions ont été moins nombreuses depuis septembre. L'année dernière, ils étaient trente ;

cette année, ils sont une vingtaine. Dans le département, Thomas Dovichi est plus pessimiste. « Nous avons perdu deux à trois mille adhérents en un an ». Un chiffre contesté par d'autres responsables qui estiment que la perte oscille « seulement » entre mille-cinq-cents et deux mille adhérents. Lueur d'espoir ? Baudouin Fournier signale qu'il y a plus d'adhérents au sein des Jeunes Républicains en 2017 qu'en 2016. « Il y a cinq lycéens qui viennent d'adhérer au mouvement récemment. Ça fait plaisir. » Alors, pour les élections européennes de 2019, et plus encore pour les municipales de l'année suivante, comme Gaëtan Inard, il préconise de faire émerger de nouveaux talents. Et pour limiter les départs, le chargé de mission des Républicains en Gironde pense que le mouvement Soyons Libres ! de Valérie Pécresse peut inverser la situation. « Nous sommes un certain nombre de cadres du parti prêts à nous rapprocher d'elle ». Et puis, pour Baudouin Fournier, « les Républicains, ce n'est pas que Laurent Wauquiez, c'est aussi les élus des petites communes. Le nerf de la guerre, c'est la diffusion des idées au niveau local ». Plus d'égalité entre les fédérations, c'est cela qui permettra de diffuser l'idéologie du parti.

Par Maud Charlet
@MaudCharlet

En Gironde, le PS doit se réinventer

Le leader du Parti socialiste en Gironde, Thierry Trijoulet, termine son mandat le 29 mars prochain, jour d'élections pour renouveler les instances dirigeantes du parti. L'occasion de « réinventer » un PS devenu invisible depuis l'élection présidentielle.

Comment se porte le Parti socialiste en Gironde actuellement ?

Pour ce qui est de la fédération de Gironde, on n'échappe pas au marasme ambiant concernant notre formation politique. Nous sortons d'une période extrêmement difficile, voire historique. On a de vrais risques de ne pas se redresser et de sortir de l'histoire politique. Pour ce qui est de la fédération de la Gironde, elle reste très impactée par le parti national. Mais elle reste une fédération assez forte puisque nous avons encore un peu plus de 3 000 militants. Ça vient du fait qu'il y a un ancrage politique fort en Gironde. Et puis, on a encore des territoires où on a gagné des élections, même si les dernières n'ont pas été forcément productives. On a quand même gagné les départementales et les régionales dans le cadre de la grande région. Mais malgré ces quelques victoires, on est en difficulté face au défi de se redresser.

Comment avez-vous accueilli la candidature de Delphine Batho, députée des Deux-Sèvres, au poste de premier secrétaire du PS ? On ne peut pas vraiment dire qu'en Gironde,

on se réjouit de la candidature de Delphine Batho. La région est très grande, donc malgré qu'elle soit députée des Deux-Sèvres, le réflexe territorial ne va pas forcément en sa faveur dans la fédération. Surtout, ça nous interpelle parce que y a des candidatures qui sont beaucoup trop proches et qui vont amener de la division. Si vous prenez Luc Carvouans, Stéphane Le Foll, Olivier Faure et Delphine Batho, ils sont tous sur la même sensibilité au sein du parti. On a peur que tout cela crée un débat stérile au niveau national. À la limite, la candidature d'Emmanuel Maurel est la plus logique dans l'histoire de notre parti puisqu'il va porter un courant de pensée très délimité au sein du Parti socialiste.

Comment le parti local se prépare-t-il à cette élection importante et au congrès qui suivra, les 7 et 8 avril à Aubervilliers ?

Le congrès va être très classique, avec la même mécanique que pour les précédents : des votes sur des modifications dans l'organisation de notre parti, mise en place des instances nationales... Aujourd'hui, on aborde ça avec une



Thierry Trijoulet, premier secrétaire fédéral du PS en Gironde.

certaine sérénité, même si la peur de trop se diviser est présente. On a fait un gros travail sur le plan local et pourtant, on sait très bien qu'on est totalement capables de se « foutre sur la gueule », même localement. Mais on n'a surtout pas envie que ça finisse comme ça. En tout cas, avant de se diviser, on doit absolument se réinventer. Et donc le parti a besoin d'un congrès unitaire et refondateur.

Par Bastien Munch @bast_mch

« C'est pas au gouvernement de choisir notre avenir »

Admission Post-Bac (APB) est mort, vive Parcoursup ! La nouvelle plateforme d'orientation a ouvert le 15 janvier, mais ne sera effective qu'à partir du lundi 22. Et contrairement aux professeurs d'université, les lycéens ne semblent pas réserver un mauvais accueil au petit frère de l'algorithme controversé.



Les jeunes du lycée François Mauriac, à Bordeaux, n'ont qu'un seul mot à la bouche : Parcoursup.

Le temps est maussade devant la façade en verre du lycée François Mauriac, sur la rive droite, à Bordeaux. Charlotte et Amy, respectivement en terminale ES (économique et sociale) et S (scientifique), s'activent pour finir leur cigarette et rentrer au chaud. Dans une semaine, les deux lycéennes, comme plusieurs centaines de milliers d'autres terminales en France, vont commencer à décider de leur orientation post-bac grâce à la nouvelle formule miracle du ministère de l'Enseignement supérieur, Parcoursup. « Tout ce que je sais, c'est qu'on peut émettre dix vœux au maximum et qu'on peut rajouter des sous-vœux pour choisir plusieurs établissements », indique Charlotte. Sa copine Amy semble mieux informée sur le sujet. « Les réunions organisées par le lycée m'ont bien servi, à moi et à ma mère d'ailleurs, qui s'inquiétait un peu. Après, il faut quand même être très prudent quand on remplit nos vœux », insiste la jeune brune aux cheveux bouclés. La nouveauté, avec Parcoursup, concerne l'ordre des vœux : la hiérarchie entre les formations n'existe plus. Et ça ne plaît pas du tout à la Fédération indépendante et démocratique des lycéens (FIDL), un syndicat très actif à Bordeaux. « Cette non-hiérarchisation des vœux, ça veut tout simplement dire que la vocation de l'élève n'est plus du tout prise en compte », affirme Samuel Szenker, président de la

FIDL Aquitaine. Pour que cette vocation soit décelée le plus tôt possible, il faut impérativement investir plus d'argent pour les conseillers d'orientation psychologues. Et ce, dès le collège ! »

LA SÉLECTION À L'UNIVERSITÉ, UN TERRAIN MINÉ

Mais il existe un point où la philosophie de Parcoursup a beaucoup de mal à passer, y compris dans les lycées : la sélection à l'université. En effet, à partir de cette année, chaque université aura accès au dossier de chaque étudiant et l'évaluera selon des critères spécifiques, du CV à la lettre de motivation en passant par l'avis du conseil de classe et le bulletin scolaire. « Le fait de catégoriser ainsi les élèves en fonction de leurs notes, de leur CV ou de leurs compétences, c'est ce contre quoi la FIDL se bat depuis toujours », continue Samuel Szenker. Ces pré-requis sont un vrai frein à un choix totalement libre de l'étudiant. »

Pendant, au lycée François Mauriac, beaucoup d'élèves trouvent cette nouvelle forme de sélection presque « normale ». Seule Amy, qui a rejoint ses amies devant la cantine, ne comprend pas comment cette mesure pourrait être efficace. « Je trouve ça un peu bizarre de choisir fac de psychologie par exemple, alors qu'on n'en a jamais fait en cours. Et puis, certains de nos profs nous ont bien dit que nos capacités allaient

« Les lycéens ne se mobilisent pas car ils ne savent pas à quoi s'attendre »

largement évoluer entre la seconde et la terminale. »

« AUCUNE VISIBILITÉ POUR LA SUITE »

À Mauriac, beaucoup de profs sont favorables à cette nouvelle plateforme. Mais certains, comme Dominique Darip, prof de philo, en viennent à refuser le poste de professeure principale pour protester contre Parcoursup. Pourtant, ceux qui sont contre ne parlent pas. Seule Nadège Mercier, conseillère d'éducation en charge des classes de terminale, fait part de son inquiétude pour les mois à venir. « Le point positif, c'est que les élèves pourront savoir quelles sont les compétences précises attendues pour chaque formation, et ils commenceront à se demander s'ils sont aptes, s'ils ont les qualités pour se projeter dans une formation universitaire, comment la CPE en feuilletant un prospectus orné du logo rouge et blanc de Parcoursup. Ce qui va vraiment poser problème, ce sont tous ces élèves avec des niveaux fragiles qui n'ont pas l'autonomie suffisante pour étudier à la fac. On n'a pas assez de recul pour savoir ce qu'ils vont devenir. »

UN ORDRE DES PRIORITÉS

Face à de tels bouleversements concernant l'avenir des étudiants, rares sont les lycéens qui, en-dehors des syndicats, s'engagent pour défendre leur droit d'accès à l'université. « Les lycéens ne se mobilisent pas parce qu'ils ne savent pas, pour le moment, à quoi s'attendre », observe Romain

Leconte, l'ancien président de la FIDL Aquitaine, toujours présent dans les locaux pour assurer la transition. Tous les lycéens n'ont pas forcément fait de réunions d'information à propos de Parcoursup. Certains profs, qui ont reçu des directives ou des notes de service, ne s'y retrouvent pas dans cette mécanique. » Les lycéens ne se mobiliseraient pas parce qu'ils ne comprennent pas les enjeux

de cette nouvelle mesure capitale. Vraiment ? Charlotte, qui profite d'un rayon de soleil pour rallumer une cigarette, n'est pas du même avis. « Des mobilisations, on en a eu beaucoup à Mauriac. Mais moi, j'ai mon bac à travailler et je passe un bac blanc la semaine prochaine. Donc Parcoursup, c'est vraiment pas ma priorité. »

Par Bastien Munch
@bast_mch

DES UNIVERSITÉS QUI SE MOBILISENT

« Non à la sélection ! » Le message est écrit en gros sur la façade de la bibliothèque de l'université Bordeaux-Montaigne, sur le campus de Talence. Une assemblée générale s'est emparée du mot d'ordre le jeudi 18 janvier. On y a parlé sélection à l'université, fin de la compensation des notes et augmentation des frais d'inscription. Alors que le projet de loi sur l'orientation et la réussite des étudiants « est actuellement en discussion au Parlement, une motion circule dans le monde étudiant. Entre « orientation forcée » et « incertitude budgétaire », le vocabulaire de ce texte révèle une méfiance croissante et une tension palpable dans les universités bordelaises, avec le gouvernement pour cible. Les lycées pourraient suivre dans les jours qui viennent...

Par Axel Bourcier @axel_bourcier

FRÉDÉRIQUE VIDAL :

« IL FAUT REMETTRE L'ÉTUDIANT AU COEUR DE LA FORMATION »

Mardi 17 janvier, la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal était en déplacement à Bordeaux, sur le campus universitaire de Talence, pour rassurer les présidents d'université et lever le voile sur sa future réforme, la loi Vidal, actuellement débattue au Sénat.



des présidents d'universités de la région.

« Chaque université va pouvoir sélectionner ses propres « attendus », en fonction des formations de chaque établissement. Ils pourront se substituer aux attendus définis par le ministère, mais ces derniers feront foi pour tout le reste. À partir du 22 janvier [jour où les lycéens pourront commencer à rentrer leurs vœux, ndlr], tous les attendus, nationaux comme spécifiques, devront être arrêtés. Dès le 31 mars, les universités vont commencer à recevoir les milliers de dossiers des lycéens. Elles ne seront pas seules face à cette nouvelle charge de travail. Pour la loi Vidal, l'État va débloquer un peu plus d'un milliard d'euros. Au-delà de cette nouvelle plateforme, l'objectif de la réforme est vraiment de remettre l'étudiant au cœur de la formation. »

Par Bastien Munch @bast_mch

Objectif Laponie

D'ici quelques jours, Carole de Berte et Gaëlle Larroutis s'envoleront pour la Laponie. Elles concourront ensemble, du 25 au 29 janvier, au Finland Trophy. Une première pour l'équipe bordelaise « Ionépal », née d'une rencontre sur un rallye dans le sud-ouest.



Entraînement hebdomadaire pour Carole de Bert (à gauche) et Gaëlle Larroutis (à droite)

« On a hâte ! », s'exclame Carole. Derniers préparatifs. Son sac est presque prêt. Gaëlle doit encore acheter ses chaussures pour la course dans la neige. A 34 ans, Carole est coach sportive depuis un an et demi. Gaëlle, 42 ans, est cheffe d'entreprise en conseil et formation d'hôtellerie en ligne. Mercredi, les deux Bordelaises s'envoleront pour la Finlande. A quelques jours du départ, elles affichent un sourire franc. Sans stress. Même si elles ne peuvent pas tout contrôler. « Le premier jour, nous avons une course de vingt kilomètres à faire, peut-être en raquettes. Cela dépendra de la météo. Et, ça on ne peut pas le prévoir », souligne Gaëlle. Pour le moment, elles en rient et semblent envisager avec sérénité les autres épreuves sportives. La baignade dans un lac à zéro degré promet son pesant de frissons.

s'engagent séparément sur un nouveau raid dans le bassin d'Arcachon, mis en place par Christelle Gauzet, co-organisatrice du raid Finland Trophy. Puis elles se retrouvent en juillet, chez l'une des participantes. Deux équipes sont déjà inscrites pour le raid en Laponie. Gaëlle n'est pas emballée. Et puis, elle change d'avis. « Au début, le froid, ça ne me disait rien mais comme on s'entend bien, je me suis décidée. »



1er Raid 100%, féminin au cercle Polaire
www.raidfinland.com

ENTRAÎNEMENT PAR -21° C

Chacune de leur côté, les deux femmes ont déjà participé à des raids dans la région et aussi à Bali pour Gaëlle en 2015. En fait, elles n'ont encore jamais concouru ensemble. Les deux femmes se rencontrent, il y a deux ans lors du Bigaraid. L'événement dont le départ est le Port de Biganos (Gironde) comprend 8 kilomètres de course à pieds, 5,5 de canoë, 30 de VTT et 5 de Bike & Run. Le désistement d'une équipe permet à Carole d'y participer. « Une amie avec qui je faisais du basket en compétition, nous a présentées », révèle Gaëlle. Depuis 2015, Gaëlle et Carole se revoient régulièrement. En juin dernier, elles

mercredi, elles se donnent rendez-vous au stade Stéhelin pour une séance de renforcement musculaire. C'est lors de ces sessions à Caudéran, quartier chic de Bordeaux, qu'elles ont appris à se connaître. « C'est important parce que, pendant les raids, les émotions sont décuplées. J'ai déjà vu des équipes s'engueuler », affirme Gaëlle. Elles ont aussi organisé un weekend dans les Pyrénées pour s'entraîner à courir dans la neige et s'essayer au ski de fond, discipline qu'elles n'avaient jamais pratiquées jusque-là. C'est dans un frigo géant que les deux sportives ont réalisé leur dernier coaching. Avec d'autres participantes, elles se sont entraînées par -21 degrés dans un entrepôt frigorifique de la zone de fret de Bruges, dans la banlieue de Bordeaux. « Le plus dur, c'est dès le départ, le choc de la température. Une fois en activité, ça allait mais il ne fallait pas s'arrêter. À un moment, j'ai enlevé mon bonnet qui ne tenait pas. J'ai eu des engelures aux oreilles », raconte Gaëlle. Ces entraînements frigorifiés permettent également aux deux sportives de tester le matériel. « Ça m'a rassurée », confie la cheffe d'entreprise. De la tête au pied, les deux comparses seront équipées par une marque de sport.

« SORTIR DE SA ZONE DE CONFORT »

En dehors de ces séances, les coéquipières pratiquent des activités physiques différentes. L'athlétisme en club au stade Stéhelin, trois fois par semaine pour Gaëlle, et le foot pour Carole, qui joue à Canéjan, en banlieue bordelaise. Pour Gaëlle, « il faut sortir de sa zone de confort ! Courir par

moins dix degrés, il y a peu de personnes qui le feraient. »

La mère de famille cite le chef étoilé français Philippe Etchebest : « Ne rien lâcher. » Elle ajoute : « On s'est observées au cours des différentes compétitions : notre force, c'est notre mental. » Carole témoigne : « Au raid de juin dernier, j'ai découvert que ma force mentale était supérieure à mes capacités physiques. J'ai eu du mal à marcher pendant une semaine. » Gaëlle avoue aussi : « De toute façon, moi je ne peux pas abandonner. Quand je me fixe un objectif, je vais jusqu'au bout. Sinon, j'ai un sentiment d'échec ». Christelle Gauzet, qui a fait équipe avec les deux partenaires pour une course des Restos du Cœur en novembre, voit le binôme « dans les dix premières places du classement ». « Ce sont deux moteurs, mais l'un est plutôt diesel et l'autre essence. Gaëlle est posée mais elle va dépasser ses limites et Carole a énormément d'énergie. »

APPELÉES À SE REVOIR BIENTÔT

Les deux Bordelaises tiennent à le rappeler : participer à cette compétition ne se résume pas qu'à un défi sportif. « Nous participons principalement à cette course pour l'engagement solidaire », assure Gaëlle. Comme la plupart des équipes, elles représentent une association. Leur choix s'est porté sur Parent'aide qui soutient les parents d'enfants atteints d'un cancer. La destination « magique » du pays du Père Noël les a également séduites. A cette période de l'année où le soleil n'apparaît que quelques heures par jour, Gaëlle espère y voir des aurores boréales. Des rallyes, elles en feront d'autres. Toutes deux prévoient déjà de s'inscrire au Défi d'elles, le raid sur lequel elles s'étaient retrouvées en juin dernier. Ensemble ou séparément ? Pour l'heure, elles ne le savent pas.

Par Maud Charlet
@MaudCharlet

LES EPREUVES

-10° C
température ambiante

17 km
course à pied dans la neige

30 km
bike and run

4 km
ski de fond en relais

950 m
luge

0° C
baignade dans un lac gelé

CAHIER SPECIAL TUNISIE

DES LENDEMAINS QUI (DÉ)CHANTENT

Sept ans après les révoltes contre le régime de Ben Ali, la Tunisie est à nouveau dans la rue, déterminée à réussir sa transition démocratique. Au pays du jasmin, les espoirs suscités demeurent fleurs fanées. Qu'importe, les Tunisiens ne cessent d'y croire et de se battre. De Tunis à Gafsa, en passant par Hammamet et Monastir, Imprimatur a rencontré des habitants, partagés entre espoir et déception.

REPÈRES

1957 Habib Bourguiba, élu président de la République
1984 Révolte du pain
1987 Prise du pouvoir par Zine El-Abidine Ben Ali
2008 Révolte du bassin minier de Gafsa

14 janvier 2011 Chute de Zine el-Abidine Ben Ali
2011 Le parti Ennahdha gagne les élections législatives
2014 Coalition gouvernementale entre Nidaa Tounès et Ennahdha
Janvier 2018 Manifestations contre la hausse des prix

GAFSA, BASSIN MILITANT

Dix ans après la révolte du bassin minier de Gafsa réprimé par le régime de Ben Ali, les militants Dalel, Gazela et Slimane dressent un bilan de leurs engagements. Tous estiment que ce soulèvement a permis les événements de 2011 qui ont vu la chute du dictateur. Depuis 2008, leurs parcours ont pris des directions différentes entre stabilité, difficultés et nouvelle vie. Portraits croisés. Textes et photos Clément Billardello @ClémentBordeaux



« Dix ans après, on peut dire qu'on est revenu à zéro. On est dans la même situation qu'avant. On a acquis le droit de s'exprimer. Qu'est-ce que je vais foutre moi avec la liberté d'expression, alors que je suis au chômage ? » Dalel Khdhri 34 ans, ne cache pas ses sentiments, ni sa colère face à cette situation absurde. Comme 41,1 % des jeunes tunisiennes diplômées du supérieur (source INS), elle n'a ni travail ni indemnité. Au troisième trimestre 2017, le sud-ouest du pays enregistrait un taux de chômage de 25,6 %. À Gafsa, Dalel obtient son diplôme de maîtrise en littérature française. En raison de ses activités militantes, elle estime avoir été mise sur liste rouge. Impossible d'obtenir le poste de professeur de français qu'elle espérait.

« RESTER DIGNE »

En 2008, elle participe activement aux manifestations au cours du soulèvement social du bassin minier. Lors d'un festival de littérature et de poésie, elle lit un poème en hommage aux militants emprisonnés. Elle le conclut par une dédicace aux martyrs des émeutes. Elle est attaquée à sa sortie de scène et réplique en insultant Ben Ali. La police l'embarque. Elle estime avoir fait passer un message. Par la suite, elle a reçu des offres d'emploi, on lui a même proposé de l'argent en échange de son silence. « Aux dernières nouvelles, le gouvernement m'a promis de me trouver un boulot. Je suis sur la liste d'attente du ministère de l'Intérieur » précise-t-elle. Dalel veut avant tout rester digne.



« Quand je parle de la liberté, il faut que je sois au moins libre moi-même, sinon je ne peux pas convaincre les autres. » Cette liberté, Gazela Mhandi, 39 ans, a lutté pour l'obtenir, au détriment d'un chemin de vie tranquille et classique. Elle a été très active lors du soulèvement de 2008 : en plus de manifester, elle écrit dans « El Mawkiif », l'hebdomadaire du Parti Démocratique Progressiste (P.D.P.), opposé à Ben Ali. Elle rend visite aux manifestants blessés et prépare des repas pour les militants emprisonnés. À plusieurs reprises, elle est confrontée à la police. Bilan : un pied cassé une fois, un nez cassé une autre fois. Elle porte plainte et entame des grèves de la faim. Le ministère de l'Intérieur lui propose un travail pour tenter de la cadrer. Elle accepte, mais continue à militer. Licenciée.

« UNE FEMME RÉVOLUTIONNAIRE »

Après deux ans de chômage, la révolte de 2011 et la chute de Ben Ali, le ministère des Finances lui propose un poste dans un service de gestion. Elle l'accepte et travaille depuis au bureau des impôts de Gafsa... tout en continuant à lutter pour les droits sociaux. Gazela n'est pas mariée : « La femme forte, militante, libre, c'est un problème à Gafsa. Cela fait peur aux hommes car ils veulent nous dominer. Ici, je suis une des rares femmes à vivre seule en location. Je suis indépendante. Malgré le fait que mon père soit autoritaire. Malgré le fait que ça soit mal vu qu'une femme habite seule. »



« J'ai perdu tout espoir en Tunisie. Aujourd'hui, il y a du chômage, il y a des problèmes avec le droit du travail, il y a les poursuites de la police. À cause des islamistes, il y a des soucis avec la liberté des femmes ; à ce sujet, c'était mieux sous Ben Ali ». Slimane Omar a 35 ans. Il ne croit plus aux luttes qu'il a pu mener dans son pays. En 2016, il trouve un contrat de six mois pour faire de la traduction pour les Nord-Africains à Stockholm. Entre-temps, il s'est marié et a emménagé avec une Suédoise. Depuis août, il est revenu en Tunisie. La loi scandinave l'oblige à revenir dans son pays d'origine pour obtenir de nouveaux papiers. « Il n'y a aucun avenir ici, voire même pas de passé ! » Slimane veut tourner la page.

PARTIR, LA SEULE SOLUTION

Avec son diplôme d'animateur touristique, il travaillait seulement trois mois par an. En Suède, il veut travailler pour aider les immigrés et les étrangers. Il est militant au sein d'Amnesty International Tunisie depuis 2003. Il devient président de la section tunisienne de l'ONG dix ans après. Avec regret et amertume, il se souvient du soulèvement de 2008 : « Nous voulions dégager Ben Ali. Nous avons cru qu'il pouvait partir à ce moment-là. Mais il n'y a pas eu assez de soutien de la part du peuple. En plus, les médias étaient tous de son côté ». Le départ du dictateur n'a pas tout résolu pour lui. L'arrivée d'Ennahdha au pouvoir a achevé d'enterrer ses espoirs. Le seul qu'il lui reste : partir.

Les boulangers ne mangent plus de ce pain-là

Depuis les révoltes de 2011, les boulangeries tunisiennes voient se multiplier une concurrence déloyale et clandestine. Un phénomène qui interroge sur le laxisme de l'État alors que des manifestations secouent le pays. Textes et photo : Théophile Larcher @LeGueuxLarcher

« Avant, je me levais à 4h du matin avec l'envie d'aller travailler. Aujourd'hui, c'est un pas en avant pour 1000 en arrière ». À bord de sa camionnette, Moncef Mankai est déabusé. Boulanger depuis 1979, il admet craindre pour le futur de son activité. En cause ? La multiplication de boulangeries clandestines qui minent son activité.

En Tunisie, la loi 56 relative au secteur de la boulangerie-pâtisserie autorise et régule l'activité du pain depuis l'indépendance de 1956. L'État délivre une carte professionnelle et demande un cahier des charges en échange de quoi il subventionne une farine réservée à la fabrication de baguettes. Pour se diversifier et vendre des « pains spéciaux » (orge, seigle etc.) ou des pâtisseries, une boulangerie doit les fabriquer avec une autre farine, non-subventionnée par l'État. La farine subventionnée coûte 11,334 dinars (3,71 euros) et l'État en rembourse près de 6 dinars (2,01 euros). Le sac de 50 kilos de farine non-subventionnée coûte 51 dinars (17,05 euros). Il existe 3 500 boulangeries subventionnées en Tunisie.

« FAIRE UN PLUS » Depuis 2011, entre 1 000 et 1 200 boulangeries clandestines se sont multipliées sur le territoire en jouant de la loi 56. Comment les reconnaît-on ? Elles n'ont pas le droit d'inscrire « boulangerie-pâtisserie » sur leur devanture et se fournissent uniquement en farine non-subventionnée. Mais pour

contourner les contrôles du ministère du Commerce, elles fabriquent des baguettes hors des tailles et des poids standards imposés par l'État. À Hammamet, Chaari Wiem, 30 ans et gérante de la boulangerie clandestine « Delizia » depuis 3 ans ne s'en cache pas : « Pour faire un plus, nous produisons 1500 baguettes de 150 grammes chaque jour ». Celle de Moncef en pèse 220.

« S'ILS NE TRICHENT PAS, ILS NE PEUVENT PAS GAGNER D'ARGENT » Le prix du pain est fixé par l'État à 200 millimes (7 centimes). « Les prix des baguettes dans les boulangeries clandestines sont identiques aux nôtres et ils continuent d'ouvrir de nouvelles boulangeries avec une farine aussi chère ? S'ils ne trichent pas, ils ne peuvent pas gagner d'argent » affirme Moncef. Pour Ali Fenina, boulanger subventionné depuis 1985, « les farines sont sans doute rachetées au black » auprès des boulangeries subventionnées à un prix plus intéressant pour elles ». En Tunisie, le marché noir représente 4500 milliards de dinars, soit 9 % du PIB. Mohamed Bou-Anane, président du syndicat du pain en Tunisie, pense plutôt que les boulangeries prennent une licence de pâtisserie, plus facile à obtenir dans le pays, et achètent de la farine de pâtisserie pour confectionner des baguettes. Tous sont par contre persuadés d'une chose : ces boulangeries bénéficient de l'appui des fonctionnaires et du gouvernement.

« Il y a un an, un contrôleur est venu

dans ma boulangerie. Il a posé sa main sur la tête d'un de mes ouvriers et lui a dit : « Jure sur Dieu quelle farine tu as mise dans le pain ». Il lui a montré le sac de farine non-subventionnée. Il a voulu saisir toute ma farine. Voilà comment cela se passe en Tunisie » confesse Ali.

« L'ÉTAT VEUT NOUS COULER COÛTE QUE COÛTE » À la direction régionale du commerce de Nabeul, dans la banlieue nord de Hammamet, on fait mine de ne pas comprendre la crispation. « Il n'y a aucun problème avec les boulangeries clandestines. Elles arrangent leur situation en déclarant une patente et en payant la CNSS (caisse nationale de sécurité sociale) avant de reconnaître que : « si des P.V. ont été distribués à

certaines boulangeries clandestines, la quantité d'amendes infligées a été réduite ». Chaari Wiem, elle, admet ne pas payer la CNSS. Cet apparent laxisme gouvernemental n'étonne plus les boulangers et les syndicats. « J'ai écrit 1000 lettres, sans réponse, aux instances concernées. Elles veulent nous couler coûte que coûte » lance Moncef. Pour Mohamed Bou-Anane, l'enjeu est bien plus important : « L'État a conscience de l'existence de ces boulangeries. Il est aveugle pour une simple raison : Si les Tunisiens venaient à acheter plus de pains dans ces boulangeries, l'État n'aurait plus d'intérêt à verser une subvention. C'est pour cela qu'il souhaite mettre fin aux boulangeries subventionnées ». Cette habitude n'a pas encore été prise par les

Tunisiens. Le pays gaspille quotidiennement 900 000 pains par jour, provenant principalement des boulangeries clandestines. Le 1^{er} janvier 2018, l'État a augmenté les prix de nombreux produits de première nécessité provoquant de nombreuses manifestations à travers le pays. Le prix du pain, lui, n'a pas augmenté. Et pour cause, le gouvernement tunisien a trop peur des conséquences. « Si le prix du pain augmente, nous aurons une nouvelle révolution en Tunisie. Le gouvernement se sert donc des boulangeries clandestines pour maintenir le prix de la baguette à 200 millimes et éviter une grande populaire encore plus grande » estime Mohamed Bou-Anane. Les Tunisiens n'ont pas attendu cette hausse pour sortir dans la rue.



Près de la gare centrale, sous les yeux des policiers, un marchand ambulant vend ses pains.

L'exception tabouna

Pain le plus célèbre de Tunisie, le tabouna est, comme le veut la tradition, interdit de confection dans les boulangeries. Une interdiction qui alimente un vaste marché noir chez des fabricants qui, pour la plupart, cherchent à fuir une pauvreté galopante.

C'est dans sa petite maison traditionnelle d'Hammamet - faite de chaux blanche et de volets peints en bleu - que Noura fait le même travail « depuis toujours ». Mère au foyer, elle fabrique tous les jours quelques 60 pains « tabouna ». Tabouna, c'est un pain plat, fait à la farine de semoule et aux grains d'anis, typique de la Tunisie et qui a pris le nom du four si particulier dans lequel il est confectionné. Faire le tabouna est une tradition que l'on se transmet de familles en familles et qui se fabrique chez soi. Même si les boulangeries n'ont

pas la formelle interdiction de le vendre, elles ne le font pas par respect pour cette tradition. En Tunisie, le commerce de tabouna est une affaire de vente clandestine. Noura le vend 1,2 dinar (40 centimes) à des particuliers et des magasins qui lui font confiance. Sur l'autoroute qui mène de Hammamet à Tunis, des femmes le proposent dans des paniers à quelques 400 millimes (13 centimes). A quelques rues de la place Habib Bourguiba, artère centrale de la ville de Tunis, un marchand ambulant l'expose parmi d'autres pains qu'il a confectionnés le

matin même. Prix identique. Dans la cité verte de Tunis, un écriteau indique : « Ici, on vend du pain tabouna ». Derrière sa fenêtre, Samir, 47 ans, fait ce métier depuis 5 ans. « J'ai simplement récupéré l'enseignement que mes parents avaient. Je ne fais pas d'autre métier. Je suis un artisan, pas un boulanger ». Un profil parmi tant d'autres identiques.

« FUIR LA PAUVRETÉ » Ce commerce clandestin est officiellement interdit par le gouvernement tunisien. Mais dans un pays qui compte près de 800 000 chômeurs et un salaire minimum

de 395 dinars (131 euros), l'État est obligé, pour des raisons morales, de fermer les yeux. Mohamed Bou-Anane, président du syndicat du pain à Tunis, rappelle que : « L'État a déjà essayé d'arrêter le commerce du tabouna pour des raisons sanitaires. Ils ont renoncé face à de multiples protestations populaires. Ils ne peuvent pas se le permettre car c'est toute la Tunisie qui descendrait dans la rue. Voilà pourquoi il calme le jeu et ferme les yeux ». L'expression gagne-pain prend ici tout son sens. Malgré cela, depuis le dimanche 7 janvier, des manifestations se

multiplient à travers le pays pour protester contre la hausse des prix de la plupart des produits de consommation ordonnée par le gouvernement le 1^{er} janvier 2018. La baguette, elle, ne fait pas partie des biens touchés par cette hausse. Son prix est resté à 200 millimes (7 centimes). Qu'importe, pour les commerçants de pain tabouna, ces augmentations ont une conséquence directe : « Depuis le 1^{er} janvier 2018, je vends mon tabouna à 500 millimes au lieu de 400 » confesse un Samir craignant que l'économie tunisienne ne soit en train de se mordre la queue.

Ennahdha à la conquête des jeunes

Le transition démocratique oblige le parti islamiste Ennahdha à modifier sa ligne politique pour la rendre plus républicaine. Son passage à la tête du gouvernement de 2011 à 2014 a laissé les Tunisiens sceptiques, surtout les jeunes. Aujourd'hui, les Jeunes avec Ennahdha comptent bien renouveler l'image de leur parti. Leur premier objectif : conquérir l'université.

Promis au chômage, habitués à une crise économique qui n'en finit plus, méfiants envers le pouvoir, les jeunes Tunisiens se désengagent de plus en plus de la politique. Difficile pour les grands partis politiques de les atteindre, et pourtant, ils en font leur cible principale. Rached Ghannouchi, le leader d'Ennahdha, déclarait ainsi en mars 2017 que « la question de la jeunesse qui constitue la solution et le problème en même temps est l'une des priorités du mouvement. » Voilà qui ne pouvait mieux résumer l'équation qui reste à résoudre pour les partis traditionnels.

« ON A ORGANISÉ DES RÉUNIONS, DES WORKSHOPS DANS TOUTE LA TUNISIE »

Au siège d'Ennahdha, dans le quartier d'affaires de Montplaisir, à Tunis, les témoins du parti travaillent à moderniser leur image. « On a organisé des réunions, des workshops dans toute la Tunisie pour écouter les jeunes, leurs propositions, pendant six mois. Maintenant, les cadres du parti travaillent sur les conclusions », déclare la chargée de presse d'Ennahdha. Pour lutter contre le chômage, il veut « encourager l'entreprenariat, les initiatives des jeunes ». Un discours trop vague pour répondre à leurs besoins. Les mesures concrètes peinent à émerger, malgré la présence d'un mouvement jeune au sein du parti depuis sa création.

Si la branche des Jeunes avec Ennahdha a occupé, depuis 2011, le premier étage du siège national de la formation politique, aujourd'hui, les jeunes ont pris leur envol. Ils occupent désormais un nouveau bâtiment et ont créé un mouvement dédié à la vie universitaire, les Jeunes d'Ennahdha au



Fatma Grati, 22 ans, et Sofien Guesmi, 23 ans, veulent redorer l'image de leur parti.

sein de l'université. Le but est de présenter le mouvement aux étudiants et de les préparer à la vie politique, explique Sofien Guesmi, 23 ans, étudiant en protection de l'environnement et vice-président du mouvement à l'université. Depuis sa naissance, le 11 novembre 2011, il a connu trois congrès électoraux, en marge de ceux du parti ; en 2013, 2015 et octobre 2017. Et le nombre de membres a, selon Sofien, explosé : « de 500 membres en 2011, nous sommes passés à 2 500 actuellement. »

« LUGTE, BASE POLITIQUE A L'UNIVERSITE » Leur point d'ancrage à l'université, c'est le syndicat de l'Union Générale Tunisienne des Etudiants (UGTE). Deuxième syndicat national étudiant, il a recueilli 46% des suffrages aux dernières élections des représentants étudiants en

2016. « Lors de notre dernier congrès, nous avons décidé de soutenir l'UGTE pour les prochaines élections universitaires, car l'université interdit de mener en même temps des activités politiques et syndicales. Nous avons la même base : l'islam », déclare Fatma Grati, 22 ans, étudiante en ingénierie, membre actif des Jeunes d'Ennahdha au sein de l'université. Certains y voient une instrumentalisation des objectifs syndicaux à des fins idéologiques, voire extrémistes, comme Sami Ben Ghazi, 25 ans, étudiant en sciences criminelles à l'université El Manar, à Tunis. Membre de l'Union Générale de Etudiants Tunisiens (UGET), le syndicat rival de l'UGTE, il déclare : « on ne les considère pas comme un syndicat [...]. Discuter avec eux, c'est leur donner une légitimité alors qu'ils sont une organisation politique. »

« IL FAUT AMÉLIORER LE BODY LANGUAGE ET LE PUBLIC SPEAKING »

« Nous sommes présents à l'université en dehors des élections, nous menons par exemple des actions de sensibilisation contre le terrorisme, car nous savons quelle fausse image nous avons pu renvoyer », ajoute Fatma. L'appui des Jeunes avec Ennahdha à l'UGTE avait en effet déclenché les passions. En mars 2012, un étudiant, se revendiquant de l'UGTE, avait arraché le drapeau tunisien de l'université de la Manouba, à Tunis, pour le remplacer par le drapeau noir des djihadistes. Ennahdha avait alors préféré s'effacer plutôt que de publier un communiqué condamnant cette action. Sami se montre également critique quant au rôle des jeunes au sein d'Ennahdha : « Ils n'ont pas réussi à changer 1% des directives de leur parti. Ils font d'Ennahdha un parti démocratique, mais c'est une opération de camouflage. »

Fatma se défend de faire de la figuration : « Nous avons eu un désaccord avec le parti lors des législatives partielles, en décembre dernier en Allemagne. Ennahdha s'est prononcé en faveur du candidat de Nidaa Tounès (parti du président de la République, ndlr), nous aurions préféré avoir notre propre candidat et nous l'avons dit. » La poussée contestataire semble néanmoins timide. S'il y a bien une chose que Sofien et Fatma critiquent sans état d'âme, c'est la communication du parti : « il faut améliorer le body language et le public speaking » déclare Fatma dans un français parfait. La com' sauvera-t-elle Ennahdha aux yeux de la jeunesse ?

Julianne Rabajoie-Kany & Asma Mehnana @Julianne_rk @AsmaMehnana

Des startupeuses défient la crise

Près de 7 ans après la chute de Ben Ali, la situation économique des jeunes Tunisiennes et Tunisiens stagne. Pour eux, le taux de chômage atteint près de 30%. Pour faire face à la crise, Ahlem et Hiba ont décidé de créer seules leurs entreprises.

C'est après neuf ans d'expérience dans le domaine du marketing qu'Ahlem Zerrami décide de franchir le cap. En décembre 2016, cette femme de 33 ans lance SMARTIC, start-up en consulting et marketing pour les petites et moyennes entreprises. Un service peu développé en Tunisie. Etre cheffe d'entreprise ; un rêve d'enfant qu'elle a enfin réalisé. « Créer mon entreprise, c'était à la fois un challenge mais aussi un risque énorme », témoigne Ahlem. Responsable marketing en CDI pendant 4 ans avant le lancement de SMARTIC, Ahlem se souvient de l'incompréhension de



Hiba reçoit ses clients dans son chalet décoré avec de la récup'.

son entourage. « On ne comprenait pas comment je pouvais tout quitter pour un projet qui ne sera pas rentable avant 3 ans ! » Hiba Jomni, elle, est restée quelques années au chômage avant de devenir auto-entrepreneuse. Diplômée en marketing, elle est passionnée par la customisation. En mars 2017, elle fabrique un faire-part de mariage original pour une amie. Une fois posté sur les réseaux sociaux, « ça a fait des ravages ! J'ai pu acquérir une réputation et une base de clients potentiels. » Intervient alors le lancement de son entreprise 7ouki & 7reyri (« la polyvalence »). « Mes faire-parts de mariage sont inspirés du patrimoine tunisien. J'écris des textes décalés et personnalisés avec des dialectes tunisiens différents. Chez nous, le made in Tunisia revient à la mode. » Tout s'enchaîne très vite pour Hiba qui s'offre un bureau atypique : un chalet en bois construit sur la terrasse de sa maison. Un aménagement qui lui a coûté 10 000 dinars, environ 3300 euros.

« AFFRONTER LA PROCÉDURE »

A 31 ans, Hiba a développé sa start-up avec « zéro financement ». De commande en commande, elle économise pour développer son projet. Ahlem, de son côté, a dû affronter une difficulté majeure : celle de la procédure administrative tunisienne. « C'est le handicap de tout jeune entrepreneur. C'est un cauchemar ! », ironise la jeune femme. Pour financer son projet, Ahlem a fait appel à la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS). Cette banque publique finance les projets des jeunes diplômés. Mais, la démarche qui mène à l'obtention du prêt est un parcours semé d'obstacles. « La BTS nous oblige à louer nos locaux avant même d'avoir le prêt ! », témoigne Ahlem. Une condition absurde, d'autant plus que le prix de location de son bureau s'élève à 900 dinars, environ 300 euros, soit le triple du revenu moyen en Tunisie. « J'ai emprunté 35 000 dinars (environ 11 700 euros) et j'ai investi de ma poche 15 000 dinars (environ 5000 euros). J'ai pris le minimum qu'il me fallait



Ahlem : « Pour l'instant, je suis satisfaite du moment que j'arrive à couvrir mes charges. »

parce que je ne voulais pas m'engager avec un montant énorme », confie-t-elle. Après un an d'activité, elle s'est fait une clientèle. « Le fait d'être une femme, pour trouver des clients, n'a pas été un handicap. Mais le fait d'être une femme jeune a été un problème car les clients ont tendance à moins nous faire confiance par peur du manque d'expérience. » Cependant, Ahlem l'assure : « Ce que j'ai appris durant cette année dépasse de loin ce que j'ai appris durant 9 ans de ma vie d'avant. »

Asma Mehnana & Julianne Rabajoie-Kany @AsmaMehnana @Julianne_rk



Le palais de Skanès, inauguré en 1962 par le président Habib Bourguiba. Des immeubles récents côtoient aujourd'hui le palais. Ils sont censés accueillir des touristes pour l'été. Des ouvriers profitent de l'hiver pour travailler à la rénovation des cafés à proximité du palais.



La piscine abandonnée du président devient le terrain de jeu de Bouraoui, Bayrem et Salah. En Tunisie, peu d'infrastructures sont prévues pour la jeunesse. Les loisirs se trouvent la plupart du temps dans la rue. Alors, l'ancien palais de Skanès devient un abri, presque une cabane, pour ces jeunes tunisiens.



Bouraoui est le plus jeune de la bande de copains. Il connaît mal les transformations que sa ville a connues. Jusqu'en 1987, Habib Bourguiba dynamisait l'économie de Monastir. A son arrivée au pouvoir, Ben Ali, originaire de la voisine Sousse, délaissera la ville de son prédécesseur.



La bande de copains pose fièrement devant le palais de Skanès. Trente ans séparent ce jour de la fermeture du palais après la fin de la présidence Bourguiba. L'empreinte du leader est visible partout dans la ville. La maison de son enfance, sa mosquée, son mausolée, son ancienne résidence font de Monastir une ville-hommage au « combattant suprême ».

PORT*FOLIO

Les ombres du palais de Skanès

En 1962, Habib Bourguiba, alors président de la République de Tunisie, inaugure sa résidence de vacances dans sa ville natale de Monastir. Près de 60 ans plus tard, la vie moderne chemine autour du palais de l'ancien leader politique.

Textes et photos: Léo Marron
@leodacieux

Monastir : presque île devenue une ville moyenne des côtes méditerranéennes du centre de la Tunisie. Ses longues plages se terminent à l'extrémité ouest de la ville. Ici, un imposant bloc de marbre poli se dresse sur le front de mer. Bienvenue au palais de Skanès, l'ancienne résidence d'Habib Bourguiba, aujourd'hui devenu un musée. Le bâtiment impressionne par son gigantisme. Autour de lui, les villas luxueuses des notables monastiriens paraissent exiguës tant le palais est un colosse. Le quartier garde les stigmates de son abandon, en 1987. Ici, pas une voiture, pas un passant. L'envers du décor se trouve au-delà du palais.

Bayrem, Bouhraoui et Salah brisent le calme plat d'une après-midi ensoleillée. Le palais est une frontière qui cache un univers dépouillé. Les enfants du centre-ville populaire de Monastir se retrouvent ici, l'après-midi. Leur présence contraste avec la superbe du lieu. La large dalle de marbre qui s'étend vers la mer, toute proche, devient leur terrain de jeux. La surface granit de l'ancienne piscine présidentielle, quoiqu'un peu usée, est idéale pour s'élaner à vélo ou à roller. Leurs livres d'école racontent la saga politique d'Habib Bourguiba, l'architecte de l'indépendance tunisienne. Eux ne voient rien de solennel dans ce décor. Les gamins s'approprient les alentours du palais de l'icône.

Le jardin de la résidence se jette dans la mer par une plage privée devenue un petit port. Un maigre cap permet d'amarrer les embarcations : environ trois de chaque côté. Quelques pêcheurs préparent leur départ, trient les filets, réparent les bateaux. Un dur labeur pour un maigre salaire. Ça et là, ils empilent des petites vasques de terres cuites qui serviront de pièges pour attraper des poulpes. En arrière-plan, le palais monumental écrase le port indigent et prend les pêcheurs en étau entre lui et la mer. La plage de Bourguiba s'est métamorphosée.

Les pêcheurs sont assistés par Moncef. Depuis son accident de pêche qui le condamne à rester à terre, il met son expérience à leur service. Il note la contribution journalière de chacun d'eux sur un petit carnet : un dinar par jour. L'homme vit simplement, dans une cabane faite de bois et de tôle, à même le port. Un bric-à-brac de ferraille et de déchets jonche le sol autour de lui. Il prend le contre-pied de son voisinage de l'autre côté du palais. Son abri minuscule s'écroule au pied du gigantesque bâtiment d'Habib Bourguiba. Moncef se réjouit de vivre ici : chez l'ancien président, au bord de la mer et loin du système moderne. Avant, la plage était celle de Bourguiba. Aujourd'hui, c'est lui le taulier.



Le petit chemin scinde la pelouse mal taillée. Il était celui qu'empruntait la famille Bourguiba pour rejoindre leur plage. Aujourd'hui, seuls Moncef et les pêcheurs passent par là.



Les pêcheurs trient les filets pour la prochaine excursion. Faute de moyens et de bateaux performants, ils ne peuvent pas partir au large. Alors les allers-retours s'organisent plusieurs fois par jour.



Moncef a passé un accord avec les autorités. Sur l'ancienne plage du président Bourguiba, il est déjà arrivé que des jeunes hommes tentent la traversée de la mer. Il doit alors les en empêcher ou prévenir les garde-côtes.

HABIB BOURGUIBA EN QUELQUES DATES

Le pays connaît aujourd'hui un regain d'intérêt pour la politique d'Habib Bourguiba. A cela deux raisons : Béji Caïd Essebsi, l'actuel président, est un ancien homme fort du régime bourguibien. De plus, une grande partie du peuple est historiquement acquis à la cause de l'ancien président, qu'il considère comme le « père de la nation ».

- **3 août 1903** : naissance à Monastir.
- **1934** : Co-fondateur du parti Néo-Destour. Secrétaire général du parti.
- **20 mars 1956** : proclamation de l'indépendance
- **1956 – 1965** : Série de réformes qui modernisent le pays (émancipation de la femme, systèmes de santé et d'éducation).
- **1963** : A Monastir, le président Bourguiba fait construire un grand mausolée dans le cimetière de Sidi El Mezzeri pour abriter les dépouilles de sa famille.
- **26 janvier 1978** : Grèves du « jeudi noir ». Première contestation du peuple.
- **Décembre 1983** : «Emeutes du pain» durement réprimées.
- **6-7 novembre 1987** : Destitué par Zine El-Abidine Ben Ali.
- **1988-2000** : Retraite présidentielle à Monastir.
- **6 avril 2000** : Décès à Monastir. Enterré deux jours après dans son mausolée.



Moncef et ses compagnons. Il dresse les petits chiots pour garder le port. Il les nourrit des œufs que sa seule poule pond.



Moncef dans sa petite cabane sur le port. Au pied de son lit, un drapeau tunisien est accroché. Il l'arrache alors du mur et dévoile un drapeau français en dessous. « C'est ce que je fais quand je suis énervé contre mon pays » confie-t-il.

Le Rallye Alyssa

Une stratégie pour redynamiser le tourisme

Fanfare, haie d'honneur et cocktail de bienvenue accueillent les participantes à l'hôtel cinq étoiles Yasmine Hammamet, à Hammamet. Rien n'est laissé au hasard pour cette organisation de prestige. Le tourisme sportif, voilà un nouveau concept de *all inclusive* qui rassure les touristes après les attentats meurtriers de 2015.

« Je poursuis trois objectifs : mettre en valeur la place de la femme, faire découvrir la Tunisie autrement et améliorer l'image de mon pays à l'étranger, notamment sur le plan de la sécurité », se réjouit Taieb Bouhjar, l'organisateur du Rallye Alyssa. De l'arrivée sur le sol tunisien jusqu'au retour dans le pays d'origine, les participantes sont encadrées et accompagnées dans tous leurs déplacements. Au total, plus de 1000 agents de sécurité (police, garde nationale...) garantissent le bon déroulement de la manifestation. « Et puis, la fédération facilite l'accès du pays aux participantes, en contactant les douanes », confie le président de la Fédération tunisienne de l'automobile, Slim Ghazzai. Une sécurité qui rassure les participantes après les attentats meurtriers en 2015 à Tunis et à Sousse. Les visites de sites, qui s'ajoutent à la compétition proprement dite, attirent massivement les touristes. « J'ai découvert des villes où je n'étais jamais allée comme Gafsa, alors que je suis d'origine tunisienne ! », confie Myriam, venue de Lyon. « On est royalement reçues. Tout est bien organisé. Je me suis fait beaucoup de copines. Le Rallye Alyssa, c'est une sorte de grande famille. » Ce rallye contribue à redynamiser le tourisme qui a augmenté de 23% cette année par rapport à 2016, selon les chiffres officiels du gouvernement tunisien.

La découverte de la culture tunisienne est centrale durant les trois étapes du rallye. Au restaurant Le Pêcheur, où déjeunent les participantes avant le début de la dernière étape, poisson grillé et chorba (soupe traditionnelle) sont au menu pour honorer les équipages. La diversité culinaire rythme le rallye. Mais, si une nuit a marqué les esprits, c'est bien celle de la Saint-Sylvestre. Excursion en quad, promenade dans les dunes et coucher de soleil, c'est une soirée de rêve que les équipes ont passé sur le site où ont été tournées quelques-unes des scènes les plus mémorables de la saga Star Wars, près de Nefta. Un souvenir qui reste inoubliable pour l'ensemble des participantes. Quinze minutes de marche dans le désert et les équipages atterrissent dans un endroit idyllique. Encerclées au milieu des dunes, des tentes berbères sont illuminées par des lampions. « Vu d'en haut, c'était comme un cratère de volcan en contre-bas », se remémore Katia, seule participante belge. « On avait l'impression d'être seules au monde. La douceur du désert et le ciel étoilé étaient extraordinaires », raconte-t-elle avec passion. En prime, des cadeaux sont offerts aux femmes, comme un panier en osier traditionnel avec une boîte de dattes. Le séjour dans son ensemble coûte, lui, 550 euros aux participantes, hors essence et billets d'avion. Petit bémol, du côté organisateur, les comptes sont déficitaires. « Jusqu'à

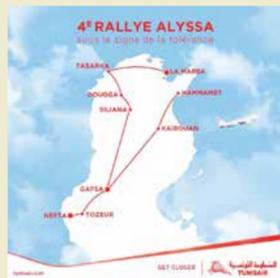
présent, on n'a pas gagné d'argent. On a même des dettes, environ 10 000 euros cette année », assure Taieb Bouhjar. Ce sont les sponsors qui compensent le manque à gagner d'une année sur l'autre. « Ce rallye est destiné à madame tout le monde », insiste-t-il. Le prix attrayant explique le triplement du nombre de participantes depuis la première édition en 2013 (de 10 à 30 équipages). L'année prochaine, l'objectif est d'atteindre 50 équipes provenant d'autres pays comme

l'Espagne ou encore l'Italie.

Par Asma Mehnana
@AsmaMehnana

Le Rallye Alyssa, qu'est-ce que c'est ?

Une course 100% féminine, alliant compétition et tourisme, organisée pour la quatrième fois en Tunisie, du 28 décembre 2017 au 3 janvier 2018. Le principe du rallye dit « de régularité » est simple : arriver à une heure précise à chaque repère indiqué dans le road-book, en roulant à la vitesse moyenne de 63 km/h. Avance et retard engendrent des pénalités. Ce rallye homologué est inscrit officiellement au calendrier de la Fédération Tunisienne de l'Automobile.



60 participantes
30 équipages
720 km chronométrés
5 nationalités
1200 agents de police mobilisés
550€ d'inscription



Djazia et Fatima Zohra, fières de représenter les couleurs de l'Algérie à l'étranger.

Les Algériennes, grandes gagnantes !

Il est 22h30 ce mardi 2 janvier. Les équipages attendent avec excitation la remise des prix. Le verdict tombe. Les Algériennes Djazia et Fatima Zohra se classent premières. Survêtement noir à l'effigie de leur sponsor et voile sur la tête, c'est euphoriques qu'elles soulèvent leur coupe.

Djazia et Fatima Zohra sont membres du club mixte L'Etoile Sportive de Ben Aknoun, à Alger, et c'est au sein de ce collectif que les deux femmes participent régulièrement à des rallyes de régularité. Le Rallye Alyssa, organisé depuis quatre ans en Tunisie, est une occasion en or pour les Algéroises de se confronter à des équipages étrangers. « On a participé à cette compétition afin d'obtenir un titre international », confie avec fierté la pilote, Djazia, âgée de 35 ans. Le milieu de l'automobile lui est familier. Elle travaille chez Renault, à Alger, c'est donc au volant qu'elle se sent dans son élément. Devant le restaurant Le Pêcheur, à Bir Ali Ben Khelifa, à une soixantaine de kilomètres de Sfax, la pression est à son comble. Les équipages attendent le top départ pour la dernière étape. Pour Djazia et Fatima Zohra, tout se joue dans les heures qui viennent. En tête du classement général, elles gardent le sourire malgré le stress. « On espère que tout va bien se passer. Ce matin, la malchance était de notre côté car nos deux chronomètres ne fonctionnaient plus ! »

Autocollants des sponsors et drapeau d'origine des participantes décorent chaque voiture. A quelques minutes d'intervalle, les équipages démarrent les uns après les autres. A chaque étape, l'ordre de départ est tiré au sort. Cinq, quatre, trois, deux, un... C'est parti pour les Algériennes qui s'élancent en

Par Asma Mehnana
@AsmaMehnana

Pollué de l'intérieur

Le 10 janvier dernier, Atmo, l'observatoire régional de l'air, a publié des cartes plus précises concernant la pollution. Mais l'air intérieur, 5 à 10 fois plus pollué qu'à l'extérieur, reste un enjeu majeur de santé publique.

Selon vous, quel est l'endroit où vous respirez l'air le plus pollué ? Devant la gare Saint-Jean de Bordeaux, les passants se prêtent au jeu. Pour Vincent, 45 ans et Marion, 23 ans, ce serait aux abords des grands axes routiers ou dans le centre-ville. Mais à Marie-France, écologiste de 70 ans, on ne la lui fait pas : c'est bien chez vous que l'air est le plus pollué. Selon une enquête de l'UFC-Que Choisir de 2009, l'air en ville contient 165 microgrammes par mètre cube de composants organiques volatiles - des polluants -, alors que l'air à l'intérieur d'une maison en contient 5 fois plus, voire 10 fois plus à la campagne.

UNE BOMBE À RETARDEMENT

« Si les pouvoirs publics recommandent d'aérer chez soi 10 minutes chaque jour, ce n'est pas pour rien. On sait que c'est une bombe à retardement », prévient Franck-Olivier Torro, co-président de Respire, association nationale pour l'amélioration de la qualité de l'air. Entre la colle du mobilier, la peinture, les produits d'entretien, les bougies parfumées ou les feux de cheminée, notre intérieur peut facilement devenir un véritable cocktail chimique. Alors pourquoi une



Les principales sources de pollution de l'air intérieur.

place si faible dans le débat public ?

« On parle peu de pollution domestique car on a du mal à mesurer le taux de particules fines et de composants organiques volatiles » explique Franck-Olivier Torro.

« Tout le monde achète des meubles en bois collé chez Ikea alors qu'on sait que c'est bourré de produits toxiques ! Comme c'est une pollution que l'on ne voit pas, on n'en parle pas », dénonce-t-il, inquiet de l'inaction des pouvoirs publics. Seule préconisation du gouvernement et d'Atmo : aérer quotidiennement. Une réponse qui laisse dubitatif.

Alors que 48 000 décès seraient imputables à la pollution de l'air selon l'Agence Santé Publique France, aucun chiffre spécifique n'est disponible sur les morts résultant de la pollution domestique.

BORDEAUX PARTICULIÈREMENT EXPOSÉE AUX PESTICIDES
À Bordeaux, un problème plus caractéristique inquiète. « Les pesticides représentent un très grand risque pour ceux qui habitent près des vignobles », met en garde Cyril Giraud, responsable local de l'association environnementale Générations futures.

« Comme c'est une pollution que l'on ne voit pas, on n'en parle pas »

L'association a réalisé une enquête sur l'exposition des pesticides en 2016. Alors que l'épandage n'est concentré que sur une période, les pesticides sont présents tout au long de l'année dans la poussière des maisons proches des parcelles viticoles. Pour Cyril Giraud, c'est une histoire de lobbying : « Certains préfèrent acheter la paix sociale aux viticulteurs plutôt que de protéger la population. »

Mais la source des pesticides n'est pas que viticole ou agricole. De nombreux produits contenant des pesticides sont présents dans les grandes surfaces, comme les bombes d'insecticides, les anti-poux, les anti-puces ou les anti-moustiques branché au secteur. « Le public n'est pas du tout informé sur leur dangerosité », alerte M. Giraud.

« RIEN N'EST FAIT POUR PROTÉGER LA POPULATION »

« Dès qu'il y a de nouveaux arrêtés réglementaires, ils sont appliqués à minima. Rien n'est fait pour protéger la population », s'indigne le responsable de Générations futures. Une prise de conscience collective débute en matière de pollution, qu'elle soit intérieure ou extérieure. Mais l'inaction et le manque d'information de la part de l'Etat interrogent. Pour M. Torro, l'explication est simple : « L'Etat ne réagit que lorsque un problème de santé publique devient critique. Et encore... »

Par Manon Pélissier, Luc Oerthel, & Théophile Larcher
@manon_plsr
@lucortherl
@LeGueuxLarcher

Du cinéma pour les oreilles

Plaquage, impact et coup de sifflet : vivre un match par le son comme si vous y étiez. Eddie Ladoire présente sa nouvelle pièce radiophonique « Hors Jeu ». Son leitmotiv ? Repenser notre rapport à l'écoute au quotidien.

Vous présenterez la semaine prochaine la pièce radiophonique « Hors Jeu ». Qu'est-ce que c'est ?

C'est la rencontre entre ma pratique du rugby et celle du son. Je me suis aperçu que la majeure partie de la dimension auditive d'un match échappait au public. J'ai eu envie d'explorer les façons d'enregistrer ces sons-là. Alors avec l'Université de Bordeaux j'ai développé un micro adapté au contexte d'une mêlée. Le micro était placé sur le thorax des joueurs pour créer une caisse de résonance. Et quand j'ai monté la pièce, j'ai multiplié les personnages pour raconter le match dans sa complexité : un jeune demi de mêlée en plein action, un costaud de l'UBB qui chante en Basque en plein lancer de touche (rires) ... Ce qui m'intéresse, c'est la multiplicité des histoires racontées autour d'un micro.

Quand on écoute cette pièce, c'est pour participer à une expérience autour du son. Pendant 25 minutes, c'est physique, ce n'est pas que joli, ce n'est pas qu'une histoire technique. Un de mes amis, joueur professionnel à l'UBB, a écouté le résultat et en est ressorti avec une larme à l'oeil. Je le savais sensible à la musique, mais réussir à émouvoir une grande bestiole de 2 mètres et 120 kilos, c'est une petite victoire en soi.

Comment invitez-vous à repenser nos rapports au son dans l'espace urbain ? Est-ce une réponse à la pollution sonore ?

Repenser notre rapport au son dans la ville, c'est réaliser que de nos jours, on entend énormément et on écoute peu. Au moment où je vous parle, il y a une tondeuse à côté qui nous dérange, mais si l'on fait abstraction de ça, on peut



Eddie Ladoire au stade Moga de Bègles.

redécouvrir les musiques naturelles qui nous entourent. Pour appréhender la pollution sonore autrement, il faut décomposer le paysage sonore environnant en plusieurs plans. Et on peut créer des pièces radiophoniques qui poussent à cette gymnastique du cerveau, comme on ferait du yoga ou de la méditation. Les gens ont tendance à se dire que pour faire abstraction du bruit, il faut en rajouter. C'est vraiment le cas typique de mettre son casque pour écouter sa musique. Alors que c'est plutôt sympa de se retrouver sur les quais et de constater qu'il y demeure un paysage sonore très riche.

On vous présente comme un « plasticien du son » et un « artiste-activiste ». Pouvez-vous en dire plus ?

Plasticien sonore, ce n'est pas vraiment un métier. C'est simplement une formation d'arts plastiques, spécialisée dans le travail du son. Je suis d'abord passé par le conservatoire pour pratiquer le piano et l'électro-acoustique, puis j'ai étudié l'écriture de la musique orchestrale pendant un an, en parallèle avec les Arts Décoratifs.

Je cherche à croiser ces compétences pour produire des oeuvres originales. Ma démarche consiste à faire du cinéma pour les oreilles. L'idée est de travailler avec des sons plutôt naturels, qui ont une forte capacité de suggestion et de stimulation sur l'imaginaire. Idéalement, ça s'écoute dans le noir et les yeux fermés. Pour le côté artiste-activiste, j'ai été parmi les premiers à organiser des concerts de musique expérimentale et contemporaine à Bordeaux. C'est ma manière de me mobiliser : défendre et diffuser cette musique.

Propos recueillis par Luc Oerthel & Manon Pélissier
@lucortherl @manon_plsr

«Hors Jeu» par Eddie Ladoire, pièce présentée pour la Semaine du Son le 30 janvier à 19h30, au Centre d'animation Saint-Pierre, 4 rue du Mulet. Entrée libre.

Le rugby fauteuil, un sport de contact

Dérapages, collisions, et entraide : au rugby fauteuil, athlètes comme valides se mélangent, se frôlent et s'entrechoquent.

Du fond du gymnase, une silhouette élançée au K-way rouge trempé s'avance doucement vers le terrain. « Hé Manu, tu les coupes quand tes cheveux ? », l'interpelle Yannick, déjà installé sur son fauteuil. Ce soir, l'ambiance est à la rigolade. « Manu, c'est la mascotte ! Sans lui, ce ne serait pas pareil », explique le joueur, enroulant du scotch autour de ses poignets. Arborant un large sourire, Manu vient s'asseoir aux côtés des premiers arrivés pour s'équiper.

Là, une demi-douzaine de bénévoles, jeunes en service civique ou effectuant un TIG (Travail d'Intérêt Général) donnent un coup de main aux athlètes. Sparadraps, protège-poignets, gants, coudières...

Chaque sportif sait ce dont il a besoin pour se déplacer et affronter les heurts. En rugby fauteuil, c'est à la force des bras que l'on se déplace... et que l'on se rentre dedans. « Chacun a sa technique », explique Yannick. « Moi je suis un tétra incomplet, je me sers de mes mains ne fonctionnent plus du tout vont plutôt utiliser leurs poignets pour se propulser ». Et les collisions ? « C'est autorisé, il y en a tout le temps. C'est même le but ! », poursuit cet ancien pompier devenu invalide en 2010 à la suite d'un accident de voiture. « Jeune handicapé », selon son expression, Yannick a dû passer du rugby traditionnel au rugby fauteuil. Au sein de l'association Drop de Béton, à Mégrignac, il retrouve l'intensité et

le contact de son quotidien d'antan. C'est le cas de la plupart de ses compagnons : ceux qui ont connu un accident menaient déjà auparavant un style de vie sportif.

« T'as fini de te faire interviewer, Gary ? » Pierre raille régulièrement Yannick. « On l'appelle Gary parce qu'il ressemble quand même vaivement à une fraise garigette ! », ajoute-t-il avec un sourire narquois. Pierre aime les piques. Il en fait tout le temps. Avant, il chataillait ses adversaires à l'escrime avec son épée. Aujourd'hui, c'est avec ses mots qu'il égratigne amicalement ses potes. Pharmacien en laboratoire, le jeune homme de 35 ans est le seul de l'équipe à avoir un emploi. Après son accident de ski à 18 ans, il a continué ses

études en pharmacie. « J'ai passé quand même huit ans sur les bancs de la fac ». Lorsqu'il croise la route des athlètes de Drop de Béton, ils ne les quittent plus. « J'ai essayé une fois. Je suis resté ».

« TÉTRAS » ET VALIDES ENSEMBLE SUR LE TERRAIN

Les joueurs s'attachent tous à leurs deux-roues aménagés. Après un briefing de Cédric, leur entraîneur, l'échauffement débute. Sur le bord du terrain, Patrick observe les dérapages et les premières passes de ballon. Il assiste à tous les entraînements et se charge de l'entretien des bolides. Les roues aux allures de bouclier de viking tournent à grande vitesse. Le bénévole à la retraite explique les différences de coloris : « Les fauteuils aux roues

rouges sont pour les compétitions. Ils sont adaptés à la morphologie des joueurs. Les autres sont seulement de vieux sièges pour les entraînements ».

Coup de sifflet. On se rassemble. La moitié enfle des maillots rouges. Second coup de sifflet. Le match commence. Les bruits des chocs entre fauteuils résonnent dans le gymnase. Cédric, l'entraîneur, arbitre le match. IMC (Infirmité Motrice Cérébrale), accident de voiture ou plongeon malheureux dans une piscine, les joueurs ont des récits de vie bien singuliers. Les règles du rugby fauteuil s'accommodent de ces particularités. Les postes sont attribués selon le degré de handicap. Ainsi, les athlètes aux handicaps les plus lourds sont placés

LES REGLES DU JEU

Les équipes : en principe mixtes, 4 contre 4, réparties selon un ratio points / handicap :

- de 0,5 à 1,5 points = joueur principalement défensif (moins de capacité à se mouvoir)
- de 2 à 3,5 points = joueur principalement offensif (davantage de capacité à se mouvoir)

L'objectif : marquer le plus de points en franchissant une ligne matérialisée par deux cônes avec le ballon sur les genoux

Matériel et terrain : ballon de volley sur terrain de basket délimité par des plots

Déroulement du match : Un match dure 32 minutes et comprend 4 quart-temps de 8 minutes

Contraintes :

- collisions autorisées mais pas de contact corporel
- une passe ou un rebond toutes les 10 secondes



Une jeune en service civique enroule du scotch autour des poignets de Pierre. Cette protection l'aide à prendre de la vitesse avec son fauteuil.



Cédric, animateur qualifié en activités physiques adaptées, arbitre le match à l'entraînement.



Les joueurs mettent en place une stratégie de jeu en vue de la prochaine compétition en National 2 à Auterive (Haute-Garonne) le 17 février.



©Asma Mehna

Lampe, valide, éducateur sportif rugby à Dakar, ne fait pas de cadeaux à ses adversaires. Sur le terrain, seule la performance compte.



©Julia Vandal

Yannick se déplace un fauteuil d'attaquant, construit en métaux nobles pour être léger et résistant. Un fauteuil de compétition récent coûte environ 6000 euros.

bassin, parfois ça ne rentre simplement pas dans les fauteuils ! »

UNE ÉQUIPE BIENTÔT RENFORCÉE

Le match touche à sa fin. Ça crie, ça se bouscule, ça chante. La sueur ruisselle sur les visages, on serre des mains, les joueurs se saluent. « Si tu veux mon avis, vu notre niveau, on ne va pas gagner les Jeux Olympiques tout de suite », fait remarquer Pierre, sourire en coin. Né au Canada il y a une trentaine d'années, le rugby fauteuil devient un sport officiel aux Jeux Paralympiques de Sydney en 2000. Il se développe depuis dix ans en France où l'on compte aujourd'hui une quinzaine d'équipes. « La plupart des clubs ont au moins un joueur à gros points (voir encadré), font de la muscu, s'entraînent cinq fois par semaine, ce qui n'est pas notre cas ». Drop de Béton joue pour l'instant en Nationale 2. Mais la donne pourrait bien changer avec l'arrivée à Mégrignac, en ce mois de janvier, de Christophe Salegui, joueur en équipe de France.

Les joueurs quittent le gymnase les uns après les autres. La plupart conduisent leur voiture. Pierre prend ses affaires et monte dans son mini-bus. « C'est moins classe que Yannick. Lui, il rentre en Mustang jaune. » Yannick parti, impossible de savoir si l'ancien escrimeur est sérieux... ou nargue le sort à sa manière.

Par Julia Vandal & Asma Mehna
@AsmaMehna

DROP DE BÉTON

1997

création de l'association avec l'envie de démocratiser le rugby dans les quartiers défavorisés

2

co-présidents, Jean-Claude Lacassagne et Yves Appriou, à l'origine de l'association

10 000

c'est le nombre de participants qui a bénéficié des ateliers organisés par l'association.

2007

création de la section rugby fauteuil par Cédric Dubord qui en devient l'entraîneur

9

c'est le nombre de joueurs avec un handicap au sein de la section rugby fauteuil

17 et 18 mars 2018

championnat de National 2, à Mégrignac

Pujol, au plus près du réel

Les quartiers nord et le fascisme sont ses premiers sujets d'enquête. Mais dans son cinquième livre, Philippe Pujol s'en éloigne. *Marseille 2040* est un récit hybride qui anticipe l'avenir du système de santé, entre faits et fiction. Entretien avec le prix Albert Londres 2014.



© Claude Truong-Ngoc

Marseille 2040, votre livre à paraître dans quelques jours, est un roman d'anticipation basé sur une enquête journalistique. Quels objectifs poursuivez-vous avec ce nouveau texte ?

Le livre parle du système de santé. C'est un sujet important mais compliqué à aborder de façon purement journalistique. J'ai essayé d'insérer ce sujet dans une intrigue et d'en faire un récit prospectif. Le livre raconte l'histoire d'Antoine, un programmeur remplacé par une intelligence artificielle. Je me suis concentré sur Marseille et la Provence pour opérer un zoom sur des problématiques qui existent à l'échelle nationale. Mon but est toujours d'écrire des livres grand

public. Je ne m'adresse pas à des spécialistes.

Pourquoi avoir choisi de présenter une contre-utopie ?

Les évolutions technologiques bouleversent notre quotidien et le système de santé n'échappe pas à cette logique. Cet environnement pose des questions d'ordre philosophique, économique et scientifique. Ces évolutions peuvent potentiellement améliorer la prise en charge des patients tout comme elles peuvent, à l'inverse, creuser les inégalités en matière d'accès au soin. Dans ce livre, je pousse ces problématiques à l'extrême sans tomber dans le récit paranoïaque.

Votre prochain récit est donc une fiction basée sur une méthode d'enquête journalistique. Êtes-vous journaliste ou auteur ?

Mon métier, c'est écrire. Je ne me demande pas si je suis un auteur ou un journaliste. Un exemple : *La Fabrique du Monstre* [son deuxième livre paru aux éditions Les Arènes 2016, NDLR] m'a fait gagner plus d'argent en tant qu'auteur alors que c'est un livre purement journalistique. C'est paradoxal : je perds ma carte de presse alors que je suis à l'apogée de mon travail de journaliste. D'un point de vue légal, je suis donc un

auteur. En pratique, j'essaie d'être un révélateur, que ce soit en tant qu'auteur, journaliste, réalisateur ou conférencier. Je choisis le mode d'expression le plus compatible avec mon sujet.

On a l'impression que l'objectif unique de votre démarche, c'est d'avoir réussi le pari de vous immerger dans des univers complexes à intégrer. Comment faites-vous ?

J'ai toujours la même méthode, en cinq étapes. La première : c'est la veille, essentielle pour sentir son sujet. Jean-Claude Van Damme disait : « être averti », c'est exactement ça. Cela n'a rien à voir avec le hasard. Il faut être en capacité de lire des signaux faibles et de se constituer un solide réseau de contacts. Ce n'est pas un don, c'est beaucoup de travail. Vient ensuite la préparation : comprendre l'univers que l'on explore, se positionner par rapport à lui. Il faut avoir une approche transversale sans négliger personne. Pour les quartiers nord, par exemple, les spécialistes étaient des mamans, des collégiens, des flics ou des associations.

Puis arrive le moment des entretiens et des situations directes. Absolument. C'est la troisième

phase et elle n'est efficace que si les deux précédentes ont été réalisées avec soin. Après avoir récolté toutes ces informations, il faut faire un schéma pour structurer le rendu. C'est un bordel sans nom en perpétuelle évolution. Cela permet de déterminer un plan final pour l'écriture. Là, il faut soigner le ton, le style.

Chacune de ces étapes est essentielle. Si tu en grilles une, tu rates celle d'après. Ce métier n'est pas juste d'être assis devant un ordinateur. C'est aussi être au bar, avec une bière ou un café.

Vous utilisez beaucoup la première personne. Pourquoi ?

Lorsque j'écrivais ma série « quartiers shit » pour le journal *La Marseillaise* et le livre *French Deconnection* [son premier livre, paru aux éditions Robert Lafont 2014], j'étais un journaliste de presse quotidienne régionale. Le je était prohibé. Je l'ai utilisé pour la première fois dans *La Fabrique du Monstre*, à la demande de l'éditeur qui voulait suivre la mode des *insiders*. C'était cohérent puisque j'avais créé une relation intime et personnelle avec certains personnages du livre. Par contre, lorsque je parle de Jean-Claude Gaudin ou Jean-Noël Guérini, ça n'aurait pas été pertinent de dire

je, car je ne les côtoyais pas. Pour *Mon cousin le fasciste* [son quatrième livre paru aux éditions Seuil 2017], la première personne est évidente... elle est dans le titre. Le je est donc un outil pour fluidifier un ensemble mais il doit être utilisé à bon escient. Ce n'est pas une volonté absolue.

Y a-t-il des écueils à éviter, lorsqu'on veut devenir journaliste ?

Le problème, c'est que ceux qui embauchent, ce sont principalement les chaînes d'informations en continu. C'est bien, ça rassure les parents de vous voir à la télévision, ils se disent : « regarde, il a réussi le petit ». Est-ce vraiment ce qu'un jeune journaliste veut faire en entrant à l'école ? Si oui, tant mieux. Sinon, il ne faut pas se laisser enfermer. Beaucoup de raisons vous motivent pour devenir journaliste : l'important est de ne pas perdre de vue son but initial. Ne surtout pas être prêt à tout pour devenir, et rester, journaliste.

Propos recueillis par Léo Marron
@leodacieux

Marseille 2040, sortie le 14 février 2018 aux éditions Flammarion. 15€

OH LUCY ! entre gravité et fantaisie

OH LUCY ! évoque avec subtilité les problèmes d'individualisme de la société japonaise, en racontant l'histoire d'une quadragénaire célibataire partie en Amérique à la recherche de sa nièce.

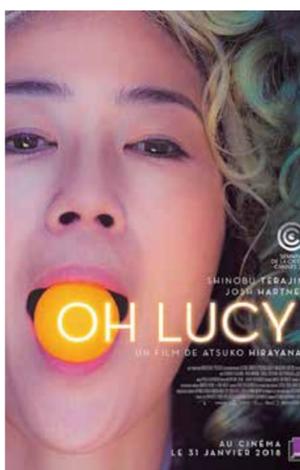
C'est l'histoire de Setsuko, vieille fille à la vie sans relief, qui accepte de remplacer sa nièce à des cours d'anglais. La situation est absurde : elle se retrouve dans un endroit glauque, devant un jeune prof qui l'oblige à porter une perruque, à changer son nom en Lucy, et à faire des câlins pour - soi-disant - dire « Bonjour ! » à la manière des Américains. La séance est cocasse. Bizarre même. Mais à bien y réfléchir, ça lui plaît. La perruque lui permet de développer une nouvelle identité, comme une échappatoire à son quotidien morose. Elle attend le prochain cours, mais il est annulé. Situation encore plus dingue, elle apprend que son prof est parti à Los Angeles avec... sa nièce. Alors elle tente de le(s) retrouver.

C'est une fois le pied posé sur les terres américaines que le film prend tout son sens : déjouant parce qu'on s'attendait à une comédie et que c'est plus compliqué que ça, touchant parce que le fond

de l'histoire l'est. Derrière cette personne sensible et silencieuse, accrochée au peu de fantaisie qui vient de colorer sa vie, la réalisatrice Atsuko Hirayanagi dépeint les symptômes de la société japonaise. Le sentiment d'enfermement pousse les individus à trouver une porte de sortie. Parfois dramatiquement, puisque le Japon est gangrené par les pulsions suicidaires. Le sujet est lourd, mais *OH LUCY !* n'est pas déprimant pour autant. On se laisse porter par ce film certes inégal mais au charme réel, où tout se joue dans la nuance. Le doux se marie avec l'amer, avec cette finesse que les artistes japonais savent si bien doser.

Par Yohann Dessalles
@YohannSed

Oh Lucy ! de Atsuko Hirayanagi. Avec Shinobu Terajima, Josh Hartnett. Sortie le 31 janvier. 1h35. Japon/Etats-Unis.



Sortez le casque



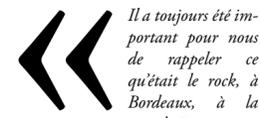
L'Hôtel particulier très XVIII^e siècle du Musée des Arts décoratifs et du Design (MADD) de Bordeaux se dote d'une petite touche de technologie ! Un casque de réalité virtuelle permet de visualiser l'une des pièces de l'exposition permanente. Un par un, les visiteurs voient apparaître, pendant 4 minutes, des formes et des jeux de lumière virtuelles. Le gadget, non obligatoire durant la visite, lui donne ainsi un petit côté plus fun. L'utilisation de ce genre d'outil est une première pour le MADD qui veut donner, pas à pas, un nouveau souffle aux arts déco, peu attractifs pour le jeune public. Le numérique, grand enjeu actuel, s'invitera donc de plus en plus dans les projets futurs du musée.

Par Yohann Dessalles
@YohannSed

Le Salon de compagnie en réalité virtuelle, jusqu'au 31 janvier 2018. Musée des Arts Décoratifs et du Design (MADD), 39 rue Bouffard, Bordeaux.

Le rock bordelais revisite son histoire

Le festival Bordeaux Rock rempile pour la quatorzième fois consécutive, du 24 au 28 janvier prochain. La manifestation cherche à retrouver la pulsion très rock de la ville, nostalgique de la période 80-90.



Il a toujours été important pour nous de rappeler ce qu'était le rock, à Bordeaux, à la grande époque. José Ruiz, président de l'association Bordeaux Rock, s'offre une nouvelle fois l'occasion de perpétuer cette tradition, en ce début d'année. Déjà la quatorzième fois que le festival se rappelle au bon souvenir de la ville. Plus d'une trentaine d'artistes vont se produire sur les scènes de la cité et 7000 passionnés sont attendus dans les treize lieux destinés à les accueillir. Le fait que le rock bordelais se meurt est une idée fautive pour José Ruiz : « Il y a toujours des groupes de rock ici, même si ce n'est pas une génération spontanée comme pouvait l'être celle des années 80 ou 90. » Ruiz connaît très bien tout ça. Cette grande épopée des combos en « ST » avec Strychnine ou Standards, et des guitares qui affolaient les couche-tard de Chez Jimmy, le temple du rock local, au son de Noir Désir notamment. Il a même écrit quelques pages de cette histoire avec Les Stilettes ou Gamine, deux autres noms emblématiques de la région, dont il était membre.

Alors, en 2004, un projet qui réunirait tous ces groupes et préserverait leur héritage a pris forme. « Ça a donné, à l'arrivée, un double CD. Tout le monde a joué le jeu et a participé. Ça a été l'acte de naissance », raconte Ruiz aujourd'hui.



L'initiative plaît. À tel point que l'hiver suivant, le projet est renouvelé, cette fois-ci avec les musiciens des années 90. Le rock bordelais a désormais son rendez-vous annuel. Depuis, il ne cesse d'évoluer et de s'ouvrir à la jeunesse qui tente de reprendre le flambeau d'un héritage lourd à porter.

À LA DÉCOUVERTE DE NOUVEAUX TALENTS

Mais, José Ruiz en est conscient, on ne peut pas préserver son histoire sans en écrire une nouvelle. Car le but n'est pas de s'éterniser dans la nostalgie des vieilles reliques d'un passé glorieux, mais bien de se servir de ce patrimoine

musical pour mettre en lumière les jeunes pousses. Ruiz affirme : « On profite de notre expertise et de notre influence pour présenter et promouvoir cette nouvelle scène. C'est une vitrine pour eux. »

Cette nouvelle scène est représentée cette année, par de jeunes groupes comme Itzamna, une bande de potes de 23/24 ans qui a été influencée musicalement par Tigran Hamasyan, un pianiste arménien, Secret Chiefs 3 ou encore Jizue, un groupe de math-rock japonais. Ils joueront au Quartier Libre, jeudi soir dans le cadre de « Rock en Ville » à 20h. Eux, ont été contactés et invités directement par le festival Bordeaux

Rock. « C'est plutôt cool », disent-ils, « même si on sait que le festival ne sera pas vraiment une vitrine pour nous, car la majorité de notre public se situe hors de France ». Des propos que ne partage pas forcément Emeline Marceau, ou plutôt Roseland, son nom de scène en tant que chanteuse et musicienne. Elle, voit d'un bon œil cette invitation, en tant que fan du festival depuis ses premières éditions. « Ça permet de montrer le dynamisme rock bordelais à travers son important vivier de musiciens, qui ont l'occasion de faire parler davantage d'eux », se réjouit cette compositrice d'une trentaine d'années. L'organisation du festival n'oublie

pas non plus de s'ouvrir à la scène électronique, « une sous-groupe du rock » selon José Ruiz, avec des groupes electro-pop comme Roseland, qui performeront au bar tabac Saint Michel, à 20h30, le jeudi. Un groupe, formé en 2016, aux sonorités « eighties » qui ne déplaîrait pas à José Ruiz. Pour mieux rappeler l'histoire ?

Programme complet sur www.bordeauxrock.com

Par Axel Bourcier & Yohann Dessalles
@axel_bourcier
@YohannSed

Un curieux « effet blues »

Dans son nouveau spectacle, le chorégraphe Sthyk Balossa et sa compagnie Visions Croisées proposent une réflexion intime et poétique sur l'expérience du burn-out.

Quinze minutes. Le temps de se poser et d'écouter le dialogue entre un corps et une musique post-rock. Pour ce show coup de poing, on est convié à regarder le corps du danseur tendre vers la verticalité, après s'être tant tordu. Malmené par une « société à l'envers », Sthyk Balossa, chorégraphe et interprète, donne à voir l'oppression quotidienne d'un monde en mal de solidarité. Le danseur vient du Congo-Brazzaville. Là-bas, si l'on se sent mal, « on va voir un ami, une tante, un cousin...mais

surtout pas un psy ». Le burn-out, si répandu en Occident, n'existe pas dans son pays natal. A Bordeaux, où il met pour la première fois les pieds en 2006, il a dû affronter ce mal-être professionnel. Originellement chanteur et musicien, il plonge sans s'en rendre compte dans la noirceur du milieu artistique. De la dépression, naît un slam. Et l'idée d'un projet plus large : l'Effet Blues. En novembre 2018, il se concrétisera avec sa compagnie Visions Croisées en une pièce pluridisciplinaire d'une

heure. Pour le moment, Sthyk Balossa en propose une version courte. Ça se passera le samedi 27 janvier, au Bouscat, dans la banlieue est de Bordeaux. Sthyk dansera seul, accompagné par deux musiciens. Une performance concise pour se pencher sur un ample sujet de société. « Ce ne sera pas une pièce-potion magique, ce n'est pas l'intention, mais une incitation à la réflexion spirituelle, certainement ». Éminemment politique, cette version petit format de la pièce



Sthyk Balossa se produit dans le cadre du festival Trente Trente.

en devenir offrira au spectateur, confronté au burn-out ou non, l'opportunité de se tourner vers lui-même et de porter un regard « plus clairvoyant » sur sa relation au travail et aux autres.

Représentations : samedi 27 janvier 15h/17h30 - 15 mn. L'Atelier des Marches, Le Bouscat Programme de Trente Trente sur www.marchesdelete.com

Par Julia Vandal
@vedehel

L'humanitaire déjanté d'Alexandre

Alexandre déboule du carrefour pour glaner trois fringues et deux baguettes de pain. Objectif assumé : secourir les plus démunis. Objectif inavoué : s'éclater dans sa bagnole et se construire un personnage.

Textes Julianne Rabajoie-Kany et Clément Billardello @julianne_rk. @ClémentBordeaux



Alexandre cherche un local. Il ne veut plus stocker les dons chez lui.



Dans le rush. Début de tournée dans un squat de réfugiés au nord de Bordeaux.

« L'État, je m'en fous complètement ». Au volant de sa Mégane grise, Alexandre enchaîne les phrases cash, les clopes et les coups de fil. « Cherche à joindre le 115, tu perds juste ton temps... Et à la Banque Alimentaire, à part les camions des mairies, il n'y a personne. » Depuis qu'il a lancé « son » collectif d'aide aux sans-abris, la Collecte, en novembre dernier, Alexandre n'a plus de temps à perdre. Il vient de récupérer des pots Bledina à la Médoquine, le quartier de son enfance, et file mettre la main sur des vêtements au quartier des Aubiers, à l'autre bout de la ville. Vite, vite, comme d'habitude. « On fait tout en freestyle, rigole-t-il. Quand on manque de fric, on met notre biff à nous si les gens ne nous donnent pas d'argent. On prend nos propres voitures. Je préfère éclater mon essence à ça que d'aller en soirée ou m'acheter des fringues. » De sa période bling-bling, Alexandre garde encore des lunettes à grosses montures à la Rick Ross, célèbre producteur de rap américain. Alexandre, c'est l'humanitaire à l'autre bout de la nuit, l'humanitaire qui roule sur la jante et se paie des sens-interdits. Il en a fini à 8h du matin avec son boulot, qui n'est pas un job de rêve. Et là, changement de vie. Alex se défait de son habit de travailleur appointé et se transforme en Batman. Objectif : récupérer de la fringue et de la bouffe en sillonnant Bordeaux à toute vapeur jusqu'en début de soirée. Son balcon minuscule est envahi par les sacs en plastique. Il trie tout sur le carrelage de la cuisine. Son appartement est le QG de la Collecte. Question organisation, on repassera. « Faire des allers-retours entre les apparts des uns et des autres, c'est plus possible. C'est pour ça qu'on cherche un local. » S'il pourrait facilement l'État et les associations rivales, Batman est cependant conscient qu'il ne doit pas aller trop loin. « Rentrer dans le

« On fait tout en freestyle. On met notre biff à nous si les gens ne nous donnent pas »

Alexandre, fondateur de la Collecte

moule, ça fait partie du jeu », soupire-t-il. Ce qui l'embête, c'est le théâtre politique. « Si on monte une asso, on sera obligé de se rallier politiquement à un clan ou un autre. »

BOUTS DE FICELLE

Pour l'instant, Alexandre se contente du mini budget quotidien qu'il arrive à réunir. 10 euros par soir, qu'il convertit en 13 baguettes et 48 petites bouteilles d'eau. Vient alors le temps de la maraude. Et c'est là que Batman se change en Robin des bois, avec l'aide de son copain Maher. Ils exercent leurs talents dans un hypermarché de Pessac. Aux caisses automatiques, Alexandre passe le code d'une seule bouteille au lieu de celui du pack. Stratégie de bouts de ficelle, mais à la guerre comme à la guerre. Pas de bol, ce soir, la caissière le surveille. « Mais je comprends pas, j'ai pas fait exprès ! », bredouille cet embrouilleur de première. Mais il faut se rendre à l'évidence, la combine est usée ; il va falloir chercher un nouveau terrain de prédation humanitaire. La mésaventure finit en blague sur le groupe Snapchat qu'ils animent.

C'est chaud aussi avec la police. Un soir, Alexandre se gare en travers d'une rue piétonne. Une patrouille passe. Le gars leur explique qu'il est là pour venir en aide aux gens qui dorment dans la rue. Pieux mensonge. « Félicitations, jeune homme », répond un policier. Comme quoi, aider les pauvres, ça paie.

« En fait, bien au fond, on fait ça pour nous », analyse Alexandre, pensif et clope au bec. Ce qu'il veut dire sans doute, c'est que cet élan foutraque de solidarité donne un sens à sa vie. Et l'image qu'il renvoie est super

positive. « Avec mes potes on n'est pas des super-héros », dit-il, et on ne le croit pas. Car aussitôt derrière, il montre une vidéo de lui en père Noël bienfaiteur des démunis. Frère Alexandre des sans-dents et des sans habits ? Amen.

« Ma mère m'a dit qu'elle était fière de moi, rajoute l'inconscient. C'est rare, chez nous, de penser et de dire des choses comme ça. Normalement, dans la culture créole, on est pudiques », confie-t-il. Se rend-il compte qu'il est pris en flagrant délit d'hypertrophie de self-estime ? Les « grands frères » des quartiers qu'il fréquente le félicitent aussi. La reconnaissance la plus importante vient des sans-abri et des réfugiés qu'il croise. Dans sa caisse à deux balles, Alexandre jubile : on l'aime et, du coup, il s'aime bien aussi.

« Avant, j'étais vendeur dans un magasin de vêtements ». Contact facile, attitude gouailleuse : probable que ça lui vient de là. Lors des maraudes, il plaisante avec les sans-domicile sur les fringues qu'ils choisissent. « Tonton, prend plutôt ce pantalon, l'autre te boudine », conseille-t-il, comme s'il était encore dans ses anciennes fonctions. Quand il se rend dans un des squats de la ville, il raille Moussa qui s'arrange toujours pour choisir les fringues qui flashent avant les autres. Alexandre finit sa tournée avec ses amis. Il est tard. Il n'en peut plus. Il a les yeux bouffis de sommeil et la route est un peu trouble. Il balance un morceau de reggaeton sur son autoradio. « J'écoute ça quand je pète les plombs. Là, j'avoue que je cale ». Le père Alex repart chez lui, coffre et sacs vides. Exactement comme lui. Il va dormir un peu. Puis aller bosser pour son actuel patron. Puis la collecte. Puis la maraude. La ville peut dormir tranquille : Batman veille et rôde.



Maher, 24 ans, ami d'enfance d'Alexandre. Il est aussi à l'origine de la Collecte.